

[Texte]

Ontario but other provinces followed Ontario's lead . . . To be doubly sure, Parliament made an amendment.

In our public program we do seminars with employers all over this country, making sure these employers have an harassment policy in place. It is now mandated by the Canada Labour Code that an harassment policy be in place.

Mrs. Collins: So you are doing public education with employers. Are you familiar with the video which I understand has been made by Joan Wallace and a colleague in Vancouver on helping employees entering the work force? It is being used in our job entry and job re-entry programs to make them aware of potential sexual harassment.

Mr. Fairweather: Public programs branch perhaps . . . Anything would assist us. We are part of a large group of public and private organizations trying to make the work place a more agreeable place for women. But there can be—I think we have had only two—cases involving harassment of men. We have dealt with them.

Mrs. Collins: How are we going to know the problem is diminishing? How are we going to judge the effectiveness of the public education programs?

Mr. Fairweather: I think if you take a bit of a long view, you will notice there is a change in statistical information about complaints, even in the nine years we have been underway. I do not know if I told this committee—I do so much public advocacy. This is Tuesday; I must be before Parliament. Wednesday I am somewhere else. But, for example, complaints on the basis of religion are less than 3%. Complaints on the basis of disability for the last two years have led the 10 grounds.

Race and sex are a close second. Interestingly enough in this extraordinarily diverse country, depending where you are, those statistics may change a bit. I suspect our regional office centred in Toronto would have more race complaints, given the fact that half of Canadian immigration comes to Toronto. Half of the half that does not settle there settles there within 12 months. So that extraordinary city, now almost as cosmopolitan as Vancouver . . . I said almost. I qualified it. I would not dare be extreme before this committee. I suspect that complaints on the basis of race might be higher in Toronto. I have to say in the presence of your chairman, I suspect that in eastern Canada complaints on the basis of sex would be higher because of very traditional attitudes.

• 1555

Mrs. Collins: On the sexual harassment, do you find the majority of complaints come from women in lower-paid jobs, blue-collar kinds of jobs? Is there any correlation?

Mrs. Jensen: We have not detected a pattern of complaints from women in so-called professions. Complaints tend to come

[Traduction]

bien que d'autres provinces aient emboîté le pas à l'Ontario . . . Mais pour s'en assurer, le Parlement a modifié la loi.

Dans le cadre de notre programme public, nous organisons des séminaires regroupant les employeurs de tout le pays, pour nous assurer que des mesures de lutte contre le harcèlement sexuel existent. Le Code canadien du travail les y oblige maintenant.

Mme Collins: Vous sensibilisez donc les employeurs à cette question. Avez-vous vu le film vidéo réalisé, je crois, par Joan Wallace et une de ses collègues de Vancouver, sur ceux qui entrent sur le marché du travail? Nos programmes d'entrée sur le marché du travail et de reprise de l'activité se servent de ce film afin de les sensibiliser à cette question.

M. Fairweather: La Direction des programmes d'action publique peut-être . . . Nous accueillons tout effort en ce sens. Nous faisons partie d'un groupe d'organismes publics et privés qui essaient de rendre les lieux de travail plus agréables pour les femmes. Mais il se peut aussi, et deux cas de ce genre ont été portés à notre attention, que les hommes se fassent harceler. Nous avons réglé ces deux cas.

Mme Collins: Comment saurez-vous que le problème diminue? Comment pouvons-nous juger de l'efficacité de ces programmes de sensibilisation?

M. Fairweather: Si vous vous reportez en arrière, vous constaterez que les statistiques ont déjà changé, même en neuf ans, depuis que la commission a été créée. Je ne sais pas si je l'ai dit au comité—je parle tellement de cette question. C'est mardi, donc je suis au Parlement. Mercredi, je suis ailleurs. Mais, par exemple, les plaintes relatives à la religion s'élèvent à moins de 3 p. 100. Au cours des deux dernières années, le plus grand nombre de plaintes ont porté sur la discrimination fondée sur le handicap.

La discrimination raciale et la discrimination sexuelle sont deuxièmes, tout juste derrière. Fait intéressant dans ce pays extrêmement divers, ces statistiques varient selon les régions. Je suppose que notre bureau régional de Toronto entend davantage de plaintes fondées sur la race, étant donné que la moitié des immigrants s'installent à Toronto. La moitié de la moitié d'immigrants qui ne s'installent pas à Toronto s'y installent dans les douze mois. Ainsi, cette ville extraordinaire, presque aussi cosmopolite que Vancouver . . . J'ai dit presque. J'ai exprimé une réserve. Je n'oserais pas me montrer extrémiste devant ce comité. J'ai l'impression qu'il y a plus de plaintes pour des raisons raciales à Toronto. Je dois dire, monsieur le président, qu'il doit y avoir plus de plaintes pour des raisons sexuelles dans l'Est canadien à cause d'attitudes très traditionnelles.

Mme Collins: En matière de harcèlement sexuel, avez-vous constaté que la majorité des plaintes émanaient de femmes employées à des tâches moins bien rémunérées, employées à des tâches plus manuelles ou secondaires? Y a-t-il une relation de cause à effet?

Mme Jensen: Nous n'avons pas constaté de tendance de ce genre. Les plaintes émanent généralement de femmes occupées